



LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT DU MALI



MARDI 19 MARS 2013
LYON
HÔTEL DE RÉGION



RhôneAlpes Région



PRÉSENTATION DE L'ÉVÉNEMENT

LYON, MARDI 19 MARS 2013



Organisée par le Ministère des Affaires étrangères, la Région Rhône-Alpes et Cités Unies France, la conférence « Les collectivités territoriales pour la paix et le développement du Mali » est la **première rencontre de la coopération décentralisée franco-malienne** depuis la crise au Mali.

Elle a pour objectif de mobiliser l'ensemble des acteurs de l'aide au développement au Mali au moment où la France et l'Union européenne reprennent l'aide publique au développement en direction de ce pays.

Le Ministre des Affaires étrangères, M. Laurent FABIUS, et le Ministre délégué chargé du Développement, M. Pascal CANFIN, participent à cette conférence en vue de **préparer l'après crise**.

M. Jean-Jack QUEYRANNE, Président de la Région Rhône-Alpes, partenaire historique de la région de Tombouctou, et M. Michel DELEBARRE, Président de Cités Unies France, ont confirmé l'engagement des collectivités territoriales auprès du gouvernement français pour **relancer la coopération civile**.

MM. Tieman COULIBALY, Ministre malien des Affaires étrangères, et Moussa Sinko COULIBALY, Ministre malien de l'Administration territoriale, et les représentants des collectivités maliennes seront présents pour échanger sur la **place et le rôle de la coopération décentralisée franco-malienne dans la sortie de crise au Mali**.

Cette conférence permettra de réfléchir aux besoins actuels du pays, aux partenariats entre collectivités territoriales françaises et maliennes et les services de l'État et à une meilleure coordination entre l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux qui sont parties prenantes aujourd'hui au Mali.

PROGRAMME

9h30 : Présentation des objectifs de la journée / mots de bienvenue

- ▶ **M. Jean-Jack QUEYRANNE**, Président de la Région Rhône-Alpes, ancien Ministre
- ▶ **M. Michel DELEBARRE**, Sénateur-Maire de Dunkerque, Président de Cités Unies France (CUF), ancien Ministre d'Etat
- ▶ **M. Moussa Sinko COULIBALY**, Ministre malien de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire.
- ▶ **M. Pascal CANFIN**, Ministre délégué français chargé du Développement

11h00 : « *Les collectivités territoriales au service du Mali* »

Table ronde présidée par **M. Guy-Michel CHAUVEAU**, Député-Maire de La Flèche, Président du Groupe Pays Mali de CUF et **M. Ousmane SY**, Secrétaire général de la Présidence de la République du Mali, ancien Ministre de l'Administration territoriale

- ▶ Après l'intervention militaire, les perspectives de réconciliation et de développement du Mali : **M. Gilles HUBERSON**, Chef de la mission Mali-Sahel au Ministère des Affaires étrangères
- ▶ Le rôle des bailleurs multilatéraux pour le développement du Mali : **M. Pierre DUQUESNE**, Ambassadeur chargé des questions économiques de reconstruction et de développement
- ▶ L'histoire de l'administration territoriale du Mali : **M. Ousmane SY**, Secrétaire général de la Présidence du Mali, ancien Ministre de l'Administration territoriale
- ▶ État des lieux de la coopération décentralisée et actions entreprises par CUF : **M. Guy-Michel CHAUVEAU**, Député-Maire de La Flèche, Président du groupe-pays Mali de CUF
- ▶ Présentation du plan d'actions prioritaires des collectivités maliennes : **M. Boubacar BAH**, Président de l'Association des Municipalités du Mali
- ▶ L'action locale pour aider à la réconciliation : **Mme Oumou Sall SECK**, porte parole des élues femmes du Nord du Mali, Maire de la Commune urbaine de Goundam

Echanges avec la salle

13h00 : Déjeuner-buffet offert par la Région Rhône-Alpes

14h00 : « *Accompagner les collectivités territoriales maliennes après la crise* »

Table ronde présidée par **Mme Véronique MOREIRA**, Vice-présidente de la Région Rhône-Alpes déléguée à la coopération solidaire et **M. Mohamed IBRAHIM**, Président du Conseil régional de Tombouctou

- ▶ Les besoins concrets des collectivités maliennes, l'exemple de la Région de Tombouctou : **M. Mohammed IBRAHIM**, Président du Conseil régional de Tombouctou
- ▶ Les possibilités concrètes d'action des collectivités françaises :
 - Un exemple de coopération en matière de gouvernance : **Mme Dominique VOYNET**, Maire de Montreuil et **M. Bandiougou DIAWARA**, Président du Conseil régional de Kayes
 - Un exemple de coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement : **M. Henri BEGORRE**, Maire de Maxéville et Secrétaire général de CUF
 - Un exemple de coopération dans le domaine de l'accès aux services urbains : **M. Hubert JULIEN- LAFERRIERE**, Vice-président du Grand Lyon en charge de la coopération décentralisée
- ▶ Coopération décentralisée et action de la société civile : **M. Abdoulaye B. DICKO**, Président de l'Association malienne des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) pour la région de Gao

Echanges avec la salle

16h00 : Bilan de la journée par **M. Jean-Jack QUEYRANNE**, Président de la Région Rhône-Alpes, ancien Ministre

16h00 : Clôture par **M. Tiéman COULIBALY**, Ministre malien des Affaires étrangères et **M. Laurent FABIUS**, Ministre français des Affaires étrangères

A l'occasion de cette journée, la Région présentera, du 19 mars au 19 avril, une exposition sur les Manuscrits de Tombouctou issue de l'ouvrage Les Manuscrits de Tombouctou : secrets, mythes et réalités de Jean-Michel DJIAN (éditions Lattès, 2012).

CONTEXTE

La France entretient des relations privilégiées et anciennes avec le Mali. **Lorsque le Président du Mali a demandé au Président de la République française une assistance pour empêcher les groupes terroristes qui occupaient le nord du pays de descendre vers Bamako, la France a répondu présente.** Grâce au courage et au professionnalisme de nos forces armées en soutien des forces maliennes et de la Misma, les grandes villes du nord ont retrouvé leur intégrité et les Maliens qui y vivent, la liberté. Les terroristes ont été repoussés vers l'Adrar des Ifoghas où les affrontements se poursuivent.

A Bamako, le processus politique, qui est au cœur du règlement de la crise malienne, progresse. Après l'adoption de la feuille de route par le Parlement malien, le 29 janvier dernier, la tenue d'élections libres et transparentes avant la fin du mois de juillet a été annoncée par le Président TRAORÉ. Par ailleurs, la Commission nationale de dialogue et de réconciliation a été créée le 6 mars. Cette avancée décisive doit permettre l'établissement d'un dialogue avec tous les représentants des populations du nord du Mali.

L'adoption de la feuille de route a permis la reprise progressive de l'aide française au développement, avec un portefeuille de projets de près de **150 millions d'euros**. La priorité sera donnée aux projets permettant d'améliorer les conditions de vie des populations : développement des activités productives, santé, développement rural, eau et assainissement, développement urbain de Bamako, éducation, enseignement secondaire et formation professionnelle.

Les collectivités territoriales françaises, qui entretiennent de nombreux partenariats et des coopérations décentralisées avec le Mali, jouent **un rôle important en faveur du développement du pays**. Dans cette perspective, la conférence du 19 mars, réunissant **une centaine de collectivités locales** françaises ayant des coopérations au Mali, constitue une étape essentielle dans la relance de l'aide française au développement.

L'Union européenne se mobilise également fortement, avec près de 250 millions d'euros d'aide budgétaire et de financement de projets de développement. Pour mobiliser la communauté internationale, **la France et l'Union européenne** organiseront à Bruxelles, **en mai, une conférence de donateurs pour le développement du Mali**.

QUELQUES REPÈRES SUR LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AVEC LE MALI

Malgré la crise politique et militaire qui a touché le Mali, la coopération décentralisée s'est maintenue et les collectivités françaises se sont fortement mobilisées pour soutenir leurs partenaires maliens. À travers le groupe-pays Mali au sein de Cités Unies France, un **Fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali et le Sahel** a été mis en place en juillet 2012 afin de subvenir à l'urgence. À travers les **appels à projets**, le Ministère des Affaires étrangères appuie et soutient la coopération au Mali par l'intermédiaire de **la Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)**, avec comme priorités : le soutien à la gouvernance locale, le développement durable, le développement économique, l'agriculture et le développement rural, et d'une manière plus générale le renforcement des compétences des collectivités territoriales pour la réalisation des Objectifs du millénaire.

Ce soutien s'effectue à travers les appels à projets annuel et triennal sur la base d'orientations géographiques et thématiques prioritaires. L'Afrique de l'Ouest occupe une place prépondérante et particulièrement **le Mali qui affiche le plus grand nombre de dossiers déposés** devant le Sénégal et le Burkina Faso. Depuis les derniers appels à projets entre 2010 et 2012, le Ministère des Affaires étrangères, via la DAECT a soutenu à hauteur de **2,5 millions d'euros** les coopérations menées au Mali.

Considérée comme l'une des plus actives de l'Afrique de l'Ouest, la coopération décentralisée franco-malienne recense plus de 300 projets de coopérations menés à ce jour par les collectivités françaises dont **150 actions actuellement en cours** orientées en priorité vers **l'éducation et la formation, l'eau et l'assainissement, la culture et le patrimoine ainsi que l'appui aux secteurs productifs**, en milieu rural autant qu'urbain. Les collectivités territoriales françaises axent progressivement leur coopération sur l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et le renforcement des capacités des élus et agents.

La coopération décentralisée franco-malienne concerne aujourd'hui toutes les grandes villes du pays et environ **15% des collectivités maliennes** réparties dans les **régions de Kayes, Mopti, du Centre et du Sud du Mali**.

Depuis 2006, plus de 35 millions d'euros (entre 5 et 6,5 millions par an) ont été alloués au Mali par les collectivités françaises au titre de leur **aide publique au développement**.

CHIFFRES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE :

- ▶ 170 collectivités territoriales françaises sont engagées au Mali
- ▶ 233 collectivités locales partenaires
- ▶ 393 projets de coopération décentralisée
- ▶ 29 projets dans le cadre d'autres actions extérieures

QUELQUES EXEMPLES DE COOPÉRATION

► COOPÉRATION CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES/TOMBOUCTOU

Tombouctou : patrimoine mondial de l'humanité

Présente dès 1984 pour un appui humanitaire aux populations sahéliennes, la Région Rhône-Alpes et l'Assemblée régionale de Tombouctou ont développé une coopération structurée dans les domaines de l'appui institutionnel à la gouvernance régionale, du développement économique et agricole, de la culture et de l'éducation.

Durant l'occupation de Tombouctou, la Région Rhône-Alpes est restée solidaire, en apportant notamment une aide aux populations réfugiées. Elle a également dénoncé les menaces terroristes contre les Manuscrits de Tombouctou, patrimoine inestimable qui, depuis 2008, fait l'objet d'un programme de numérisation dans le cadre de la coopération régionale.

► COOPÉRATION VILLE DE MAXÉVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE)/GAO

Thématique : Eau et assainissement

Ce projet démarré en 2008 et cofinancé en 2010 par le Ministère des Affaires étrangères a pour objectif d'accompagner la mairie de Gao dans la mise en place du service public de l'assainissement en menant, parallèlement aux réalisations techniques financées par d'autres bailleurs de fonds, un volet appui à maîtrise d'ouvrage de la mairie.

► COOPÉRATION ENTRE L'ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE (ANVPAH) ET L'ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DU MALI (AMM) ET VILLE DE SÉGOU

L'ANVPAH en partenariat avec l'AMM intervient depuis 2006 pour mener avec les collectivités une réflexion sur la protection des centres anciens et la mise en place d'une réglementation locale adaptée. Une opération pilote est conduite dans le quartier Somono à Ségo.

L'opération s'est traduite par :

- la réhabilitation de 50 concessions avec l'utilisation de techniques traditionnelles
- la mise en place d'une équipe technique chargée d'accompagner les habitants dans leurs travaux d'entretiens.
- formations de maçons,...

► COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AVEC LA RÉGION DE KAYES/RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS ET RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

La Région Nord-Pas-de-Calais et la Région Île-de-France collaborent depuis une vingtaine d'années avec la Région de Kayes au Mali à différents projets sur l'agriculture et le renforcement des compétences et capacités des producteurs de légumes et de fruits, notamment autour de l'axe « Fleuve Sénégal ». Ils accompagnent également les initiatives de la Région de Kayes concernant l'animation territoriale et la planification.

La Région Île-de-France et la Région Nord-Pas-de-Calais soutiennent depuis cette année un projet de mise en réseaux des associations locales maliennes pour mettre en place un programme de sécurité alimentaire.

► COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE/CERCLE DE DOUENTZA

Depuis plus de 16 ans, le Conseil général de l'Essonne est partenaire du cercle de Douentza, notamment pour des projets en matière de santé et d'éducation. Outre une aide d'urgence déployée cette année, les actions consistaient principalement en de l'appui institutionnel, le renforcement de la gouvernance locale et l'amélioration du potentiel fiscal du territoire, en lien avec les élus de Douentza.

CONTACTS

► MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM),
Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)

Jean-Michel DESPAX, Délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales

Adresse : 57, boulevard des Invalides 75007 PARIS

Téléphone : 01 43 17 62 70 / 01 43 17 62 64

Courriel : secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr

► RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction de l'Europe, des Relations internationales et de la coopération

Rachel HAAB, Directrice

Adresse : 1, esplanade François Mitterrand 69269 LYON CEDEX 02

Téléphone : 04 26 73 55.59 (secrétariat)

Courriel : rhaab@rhonealpes.fr

► CITÉS UNIES FRANCE (CUF)

Cités Unies France fédère depuis 1975 les collectivités territoriales qui ont une action internationale.

Bertrand GALLET, Directeur général

Guy-Michel CHAUVEAU, Président du Groupe Pays Mali, Député-Maire de La Flèche

Adresse : 9, rue Christiani 75018 Paris

Téléphone : 01 53 41 81 81

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

CONTACTS PRESSE

► MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Clara PAUL-ZAMOUR : 06 33 88 39 12 – clara.paul-zamour@diplomatie.gouv.fr

► RÉGION RHÔNE-ALPES

Anne-Lise POITOUX : 06 79 51 01 59 – apoitoux@rhonealpes.fr

► CITÉS UNIES FRANCE (CUF)

Fabiana BRAS BAIA : 01 53 41 81 86 – f.brasbaia@cites-unies-France.org